

Les infos

Vendredi 18 Novembre 2011



L'ANNONCE DU NOUVEAU MONDE

Ainsi donc, Frédéric Oudéa a reçu les délégués syndicaux le 15 novembre. Il devait à l'origine commenter les résultats du 3ème trimestre. Il est allé beaucoup plus loin en annonçant des mesures d'austérité salariale et des « centaines de suppressions d'emplois » pour 2012. Le PDG présage des jours difficiles en 2012, « pas d'embellie rapide » à court terme. La cause s'en trouverait dans la « rupture de confiance » des marchés qu'il conviendrait donc de rassurer. Cette « rupture » a défini un monde nouveau et intervient dans un contexte où la réglementation accroît les exigences de capital (Bâle 3), au nom du nécessaire renforcement des fonds propres. L'objectif a été durci à + de 9% en juin 2012. Ce sera donc 3,3 milliards pour les marchés et « des centaines » d'emplois supprimés. Frédéric Oudéa a ensuite présenté les moyens qu'il entendait mettre en œuvre pour satisfaire à ce qu'il appelle « Bâle 2,5 ». L'absence de distribution de dividende pour l'année 2011 permettrait d'enregistrer 1,1 milliard, les 2,2 manquants devant être obtenus par les résultats des 3 prochains trimestres d'ici juin. Il « espère » pouvoir céder 1 ou 2 activités chez GIMS et DSFS et indique vouloir procéder à une revue de la gestion des frais généraux « extrêmement rigoureuse ». Puis, il est passé au plat de résistance, le traitement réservé au personnel. D'un côté, une politique salariale « maîtrisée » pour 2012. Il a rejeté toute augmentation générale des salaires, prédit une forte baisse du variable de la BFI (les bonus) et le gel des salaires les plus élevés. De l'autre, un PSE motivé essentiellement par la fermeture ou la transformation d'activités chez SGCIB, y compris l'impact sur les fonctions supports dans et hors SGCIB. Il

a précisé que ce plan privilégierait les départs volontaires et les reclassements, et ferait appel à « un maximum de solidarité » !

NEW DEAL

La CGT a critiqué la logique qui sous tend ces annonces. Selon nous, ce que Frédéric Oudéa appelle « rupture de confiance » n'est en fait que la pression des marchés pour tenter de maintenir des taux de rentabilité sans rapport avec la création réelle de richesses. Cette pression ne fait que de nous enfoncer dans la crise, d'autant plus que les autorités politiques et réglementaires ne prennent pas les décisions qui pourraient mettre fin à la spéculation sur la dette souveraine, et qu'au contraire, ils imposent des politiques d'austérité qui ne feront que nous précipiter dans la récession en 2012. Concernant la politique salariale, nous avons vertement critiqué ces orientations en soulignant que les augmentations collectives négociées étaient toujours sacrifiées à plus d'individualisation des salaires et plus de variable. Concernant l'emploi nous avons ajouté « *en taillant dans le vif, la direction fragilise le groupe, plutôt que de le mettre en capacité d'un futur développement* », en soulignant le risque de perte de savoir faire d'équipes comme celles qui financent la construction aéronautique ou navale. Nous avons demandé pourquoi il se résignait à perdre ces activités, abandonner ces équipes, pourquoi les banques françaises et européennes ne tapaient pas un peu plus fort du poing sur la table... peut-on imaginer que le financement d'Airbus industries soit assuré par des ex - équipes françaises licenciées, travaillant dans des banques américaines ? S'il partage l'inquiétude de la CGT, il « ne voit pas de solution ». Mais il a précisé que l'activité de financement en \$ serait réduite d'un tiers, qu'il convenait de garder un maximum de capacité, car il y a derrière des enjeux économiques et qu'il faut conserver une BFI. Des activités de substitution qu'on voyait à plus long terme devront être mises en place dans les 6 mois, et il faudra conserver pour un horizon à 3/4 ans des activités qui pourront être non productives. Cela dit, nous savons que 2012 sera une année difficile et que cela peut nécessiter des mesures d'adaptation. Nous sommes prêts à discuter de ces mesures, mais pas de départs forcés ou sous la menace de licenciements. Pour nous, la ligne infranchissable sera là.



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT